VOCABULAIRE SOCIALISTE D'ECONOMIE



PARTI SOCIALISTE

Coll. Fondation Jean Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

VOCABULAIRE SOCIALISTE D'ÉCONOMIE

	Pages
Présentation - Avertissement	4
Définitions	6 à 59
Les Publications du P.S.	60
Bulletin de commande	61
Index	62
Sommaire	64

(au dos de la couverture)

Pages 11, 13 ,15, 21, 27, 29, 33, 35, 39 photos Tom Drahos; 17, 19, 37, 47, 49, 57 Keystone ; 43, 45 A. Demeulin ; 31, 41 Unité.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

« Il n'y a pas de route royale pour la science, et ceux-là seulement ont des chances d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés. »
K. Marx ; Lettre à M. Lachaire, éditeur français du « Capital ».

PRESENTATION

L'équipe de militants qui, autour de Dominique Taddei, a préparé cette brochure a ainsi entrepris la première étape d'un travail de longue haleine.

Ce premier fascicule du vocabulaire socialiste d'économie est une expérience : nous appelons les camarades qui l'auront entre les mains et les sympathisants qui le liront à nous écrire leurs observations, leurs critiques, leurs suggestions.

Ainsi les prochains fascicules seront, plus encore que celui-ci, le fruit d'un travail collectif.

Pierre Joxe,
Secrétaire du Parti.

AVERTISSEMENT

Le Vocabulaire Socialiste d'Economie (V.S.E.) dont nous publions aujourd'hui le premier fascicule, correspond à une ambition de militants, à des préoccupations politiques immédiates beaucoup plus qu'à la prétention de faire œuvre scientifique.

L'équipe de formation économique qui s'est attelée à cette tâche ingrate est partie d'une double constatation :

1) La première est celle de la faiblesse actuelle de la formation et de l'information économique dans le grand public en général — ce qui n'est plus à démontrer, mais également chez les militants socialistes, ce qui n'est pas acceptable. Il convient donc non de leur proposer un quelconque catéchisme socialiste, mais d'accroître leur conviction militante en les aidant à comprendre le sens de leur combat, de fourbir les armes intellectuelles, indispensables quoique rudimentaires, pour les luttes proches et plus lointaines.

2) La seconde est celle de l'absence d'homogénéité doctrinale du courant socialiste contemporain au-delà d'un accord souvent superficiel sur quelques textes « sacrés » : Déclaration de Principe, Plan d'Action

Socialiste, Contrat Socialiste, et sur la référence parfois plus sentimentale que réfléchie aux illustres prédécesseurs : JAURES, BLUM, en particulier. Sans doute, ce pluralisme vaut mieux que n'importe quel monolithisme de pensée, mais cette grandeur de notre Parti constitue en même temps une servitude pour ceux qui s'attellent aux tâches de formation. Le V.S.E., malgré nos efforts, peut sembler parfois manquer de cohérence en ce qu'il est le reflet d'une grande diversité d'opinions dans le Parti tout entier sur des questions fondamentales ou mineures.

Partant de là, l'équipe de formation économique a essayé de donner des définitions aussi brèves et claires que possible (parfois au détriment de la précision scientifique) accompagnées à chaque fois d'illustrations (de formes diverses pour ne pas lasser) et de la position socialiste sur le mot employé pour faciliter au-delà de la compréhension, l'usage courant d'un vocabulaire de base qui comportera au total une centaine de mots.

Première étape : *Sortie des quatre fascicules du V.S.E. au rythme d'un par trimestre, ainsi que d'un tableau économique du capitalisme contemporain, qui devraient tous recevoir la critique impitoyable des militants, chargés ou non de responsabilités.*

Deuxième étape : *Refonte, avant publication groupée, des cinq brochures.*

Troisième étape : *Dans un délai évidemment plus lointain, préparation d'un Manuel Economique qui nécessitera à la fois une réflexion plus poussée de l'ensemble du Parti, dans le sens d'une cohérence accrue, et un affermissement et élargissement de l'équipe chargée de préparer ce travail.*

Pour l'heure, ce V.S.E. est hybride, il comporte à la fois des vocables forgés dans et pour les luttes révolutionnaires et des termes empruntés à la gestion présente du capitalisme, mais à tout prendre, cette coexistence vaut bien le jargon de ceux qui ne sont que technocrates ou marxologues...

Car, si notre Parti parvient à mener la France dans une transition vers le socialisme, il faudra, dans le vocabulaire comme dans les actes, abattre et construire tout à la fois. Le Vocabulaire Socialiste d'Economie n'a pas d'autre ambition que d'y aider.

Pour l'équipe de Formation Economique :

D. TADDEI

TRAVAIL

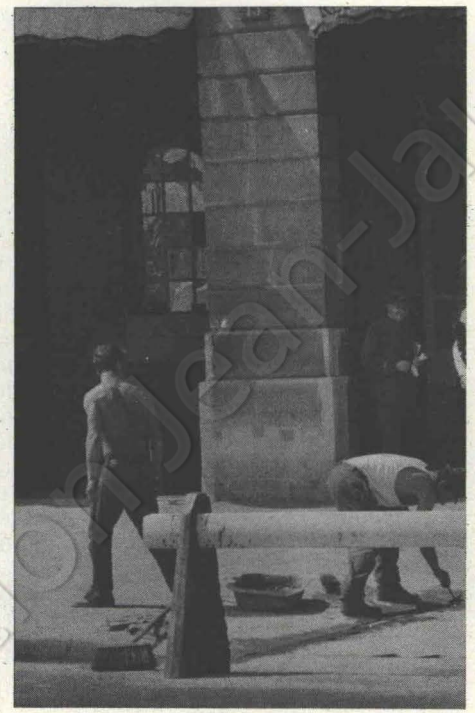
Le travail est l'activité que les hommes exercent afin de subvenir à leurs besoins en apportant ainsi une contribution essentielle à la production. « C'est une nécessité physique de la vie humaine », commune à toutes les formes particulières qu'il peut prendre. Le travail est d'abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. Mais rapidement les hommes en vinrent à interposer entre eux et la nature toute une série de moyens de production rendant leur travail plus efficace. Au cours du travail, une partie au moins de ces moyens est usée, détruite : on parlera de consommation productive ou intermédiaire (à bien distinguer de la consommation au sens usuel).

Le travail est un moteur de l'histoire de l'Humanité dans la mesure où les travailleurs fabriquent plus de biens matériels qu'ils n'en ont besoin pour assurer leur subsistance et celle de leur famille : l'excédent (ou surplus) ainsi dégagé peut permettre le progrès économique. Ainsi, dans le travail, les hommes se créent eux-mêmes, se modifient par leur travail, aussi bien sur le plan social que culturel.

Dans l'Antiquité, les maîtres se procuraient des esclaves et par là-même possédaient tout le travail dont ceux-ci étaient capables. De nos jours, par le contrat de salaire, le patron achète seulement **la force de travail,** c'est-à-dire une somme de services que le travailleur peut accomplir et non plus le travailleur lui-même.

Ainsi Marx distingue le travail et la force de travail qui est : « L'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles ».

TRAVAIL



Au-delà des différences individuelles, il y a une grande communauté de situation entre tous ceux qui, sur des mêmes bases juridiques, fournissent un travail dans une société donnée (par exemple, les salariés dans le cadre du contrat de salaire).

Les socialistes sont partisans d'une amélioration des conditions de travail et de leur égalisation progressive au moyen de l'éducation permanente au fur et à mesure du développement économique, d'un abaissement de la durée du travail sous des formes diverses (durée quotidienne, hebdomadaire ; congés payés, retraites).

Dans une société socialiste, le libre exercice par les hommes de leur travail en fera une activité créatrice et favorisera le plein épanouissement des personnes, la séparation entre temps de travail et temps de loisirs tendra alors à s'estomper : le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie.

Fondation Jean-Jaurès

SOCIALISME

Il n'existe pas de pays ayant instauré une société socialiste. Cependant nombreux sont ceux qui sont sur la voie du socialisme par des chemins très différents : on ne s'étonnera donc pas qu'il existe une grande variété de définitions. Il faut tout d'abord distinguer socialisme de communisme. Prenons pour cela les définitions de MARX pour qui la société socialiste est celle qui donne à chacun selon son travail alors que la société communiste serait celle qui donnerait à chacun selon ses besoins, il s'agit là de la définition d'une société idéale, voire utopique.

Mais cette définition décrit des objectifs lointains. Le Socialisme ne se limite pas à décrire une société intégralement démocratique : il constitue un projet de destruction définitive de l'exploitation de l'homme par l'homme, due en particulier à la propriété privée des moyens de production. Aussi l'instauration d'une propriété publique, sous forme de nationalisations ou de coopératives par exemple, est une des conditions indispensable pour supprimer l'exploitation. L'exploitation étant partiellement masquée par l'aliénation, le combat pour une société sans classes passe par la prise de conscience de l'exploitation et la mise à jour de ses mécanismes. Ainsi le socialisme a-t-il pour but d'instaurer une démocratie économique, en particulier dans l'entreprise, à côté de la démocratie politique, permettant la prise en main par chacun de son futur : l'autogestion est alors une forme supérieure de la démocratie économique.

Le socialisme n'est pas une société figée, mais une société qui maîtrise son destin, où les changements sont consciemment organisés. C'est le sens d'une planification démocratique. Le rôle de l'Etat devient alors tout à fait différent : il ne s'agit plus de gouverner, de contraindre les hommes, mais seulement d'administrer les choses, de gérer les moyens disponibles, dans le respect des décisions prises collectivement.

Les rapport sociaux peuvent suivre sans heurts le développement des forces productives : si le socialisme est réalisé, la séparation de la société en classes antagonistes disparaît, l'évolution se poursuit sans révolution. Mais, nous l'avons dit dès le début, il n'existe pas encore de société socialiste : le socialisme aujourd'hui est un combat. C'est de la lutte des classes qu'il faut attendre la révolution menant au socialisme.

UN PARTI POUR LE SOCIALISME



« Le Parti Socialiste constate que le capitalisme, en dépit des progrès de la science et de la technologie, est incapable de réduire la peine des hommes. Il multiplie au contraire, les formes d'exploitation et d'oppression.

La classe ouvrière prend de plus en plus conscience qu'elle ne se libèrera que par une rupture totale avec ce système exploiteur qui ne peut lui-même maintenir sa domination que par un recours de plus en plus fréquent à la répression.

Le capitalisme est installé dans l'Etat. Il en contrôle l'administration, c'est là qu'il doit être attaqué. C'est pourquoi le Parti Socialiste revendique le pouvoir pour réaliser les réformes fondamentales qui permettront d'entreprendre la construction d'une société socialiste.

Cet objectif ne peut être atteint que par l'union de toute la gauche, et d'abord des organisations qui expriment les aspirations des travailleurs. De cette union, le Parti Socialiste sera l'ardent animateur.

Décidé à être présent sur tous les terrains de lutte, il appelle à le rejoindre celles et ceux qui hésitent encore à s'engager, afin de donner au Socialisme l'instrument de sa victoire. »

Texte adopté à l'unanimité
au Congrès d'Epinay, le 13 juin 1971.

MINIMUM DE SUBSISTANCE

« La faim qui se satisfait avec de la viande cuite, mangée avec fourchette et couteau est une autre faim que celle qui avale de la chair crue en se servant des mains, des ongles et des dents. »

K. MARX,
« Contribution à la critique de l'Economie politique », 1847.

Toute espèce vivante (animale ou humaine) ne peut se perpétuer qu'à la condition d'assurer le minimum de subsistance de ses membres adultes et de leur descendance. Dans le cas des hommes, ils doivent par leur travail non seulement « produire, entretenir et perpétuer » leur force de travail, mais aussi les moyens de production (outils, machines, etc...) à leur disposition ; on peut dire, à la suite de MARX, qu'ils assurent ainsi leur **reproduction simple.** Ceci leur impose donc un temps de travail minimum, d'ailleurs très différent suivant les lieux et les époques, puisqu'il varie notamment en fonction du niveau de développement des forces productives.

Notons qu'en réalité, contrairement aux apparences, ce temps de travail nécessaire à la reproduction simple est extrêmement difficile à calculer. En effet, en dehors peut-être des sociétés les moins évoluées (et de Robinson CRUSOE !), chaque homme ne produit pas personnellement tout ce dont il a besoin et est donc amené à produire plus que nécessaire (pour lui-même) de certains biens de manière à les échanger (suivant des formes très diverses) contre ceux qui lui manquent. Il s'en suit que le minimum de subsistance ne peut s'apprécier scientifiquement qu'au niveau d'un groupe humain dans son ensemble.

Ajoutons que ce minimum de subsistance ne dépend pas seulement de besoins physiologiques (qui seraient pratiquement communs à tous les individus quel que soit leur environnement), mais qu'il est également déterminé par les habitudes prises (l'histoire, le passé culturel de tout groupe humain) et les conditions présentes de vie et en particulier de travail.

MINIMUM DE SUBSISTANCE



Face au minimum de subsistance dont peut disposer une société, les socialistes sont guidés par l'impératif de justice qui est le leur. Au niveau national, ils dénoncent les inégalités flagrantes que l'on peut constater chaque jour dans la répartition du produit que la société a réalisé ; il s'agit, en effet d'assurer à chacun un niveau de subsistance normal, et particulièrement d'assurer un minimum aux plus défavorisés, avant d'assurer le développement de consommations ne répondant pas à des besoins fondamentaux. Mais, parce que les relations entre les peuples ont pris un caractère universel, ces exigences doivent prendre une dimension internationale : les socialistes refusent les discriminations résultant du degré de développement et exigent une solidarité active entre pays riches et pays pauvres, en travaillant à l'instauration de nouveaux rapports, pacifiques, entre les nations.

Fondation Jean-Jaurès

SURTRAVAIL

Au-delà du temps de travail strictement nécessaire pour la reproduction simple de leur force et de leurs moyens de production, les hommes travaillent presque toujours davantage. Ils produisent donc plus que le minimum de subsistance : soit par contrainte imposée par d'autres hommes (voir EXPLOITATION) soit d'une manière volontaire.

Une manière assez intuitive de s'en apercevoir consiste à remarquer qu'il est extrêmement peu probable qu'un groupe d'hommes produise à travers le temps exactement ce dont il a besoin pour assurer sa reproduction simple : à la moindre défaillance de leur production, due à une raison quelconque (climat incertain, guerre, épidémies, etc.), il risquerait de tomber au-dessous de ce minimum ; or, à l'évidence, aucune collectivité ne peut durablement produire en-dessous. Toute société humaine travaille et produit en principe plus que le minimum de subsistance.

On appelle sur-travail, le travail fourni au-delà de ce qui correspond au minimum de subsistance.

On appelle sur-produit ou surplus ce qui est obtenu durant le sur-travail.

Le surplus étant généralement compris au niveau de la collectivité tout entière, on appelle plus-value ce qui est obtenu par le sur-travail d'un individu (mais rappelons que la séparation entre travail nécessaire et sur-travail est presque toujours impossible à calculer au niveau d'un individu. cf. MINIMUM DE SUBSISTANCE).

SURTRAVAIL



Personne ne peut nier la nécessité impérative d'un surproduit. Il est nécessaire d'assurer une augmentation régulière de ce surplus créé par l'ensemble des travailleurs, afin de réaliser les améliorations de la vie auxquelles ils aspirent.

Toutefois, il importe de savoir qui, dans un pays, possède le pouvoir d'affecter à un usage quelconque ce surplus, quelle utilisation en est faite (équipements sociaux ou industries d'armements), qui, enfin, en dispose. Pour les socialistes, seule la collectivité peut et doit décider, d'une manière démocratique, de l'affectation et de l'usage du surplus, en fonction des besoins sociaux prioritaires.

Coll. Fondation Jean Jaurès

REPRODUCTION ELARGIE

Le surplus (ou surproduit) d'une collectivité peut être l'objet de bien des emplois différents. On peut considérer tout d'abord la situation où le surplus est mis de côté pour un usage ultérieur que ce soit sous une forme physique (STOCKAGE) ou sous une forme monétaire (THESAURISATION) ; il est clair dans ce cas que c'est seulement l'emploi ultérieur qui permet de ranger dans une des catégories suivant la destination de ce surplus. Pour le reste, on peut classer les emplois du surplus en deux grandes catégories suivant qu'ils laissent inchangées les conditions de la production ultérieure ou au contraire les modifient.

Dans le premier cas, qu'il y ait ou non surplus à une période est indifférent à la production des périodes suivantes : l'exemple le plus évident est celui d'un gaspillage pur et simple des surplus, qui consiste par exemple à laisser s'abîmer sans usage des biens périssables, comme les résultats d'une récolte abondante. Ou encore, l'exemple d'un surplus utilisé dans la fabrication d'armes de destruction. Bien sûr certaines guerres ont pu accroître le surplus d'un peuple vainqueur par pillage du peuple vaincu, mais il est clair que le surplus global de leurs peuples réunis, bien loin d'augmenter, s'est au contraire réduit des pertes totales des deux camps, en hommes et en matériels provoquées par le conflit ; la technologie militaire contemporaine a accentué ce risque d'une manière catastrophique. Ou, enfin, l'exemple des dépenses somptuaires ou de prestige des dirigeants qui constituent un détournement de surplus vers les emplois non productifs.

On dira, au contraire, qu'il y a reproduction élargie, quand les résultats de la production seront employés au-delà de la reproduction simple pour augmenter la puissance productive d'une collectivité humaine. C'est d'abord le cas quand le surplus sert à améliorer le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs ; dans ce cas, en effet, les améliorations apportées au plus grand nombre augmente les possibilités manuelles et même intellectuelles de la collectivité considérée. C'est aussi le cas quand le surplus sert à nourrir des bouches supplémentaires comme résultat d'une augmentation de la population. C'est enfin le cas quand le surplus est utilisé à la fabrication de nouveaux instruments de travail qui permettront la reproduction (mais plus large) du surplus déjà réalisé.

On réserve généralement à cette dernière situation le nom d'accumulation pour indiquer que de période en période les hommes peuvent ainsi accumuler les moyens d'une emprise de plus en plus grande sur la nature, mais on verra plus loin que cette accumulation détruit en même temps l'état existant de la Société.

REPRODUCTION ÉLARGIE



Le développement d'un pays exige qu'une masse importante du surplus dégagé soit affectée à l'augmentation des moyens de production.

Mais, dans une économie capitaliste, l'accumulation du capital a pour but essentiel de développer la puissance des entreprises et les pouvoirs de leurs dirigeants : ainsi le gaspillage se multiplie, des secteurs de production relativement secondaires se développent (dont l'utilité est imposée au consommateur par des modes divers de conditionnement) quand au même moment les équipements sociaux (santé, éducation, logement, transport...) connaissent de graves carences.

Pour les socialistes, l'accumulation du capital est un impératif dont le but ultime est la libération de l'homme : il s'agit donc d'accroître la masse et l'efficacité des moyens de production et des équipements sociaux qu'un pays peut créer à l'aide de son surproduit, tout en orientant cette création selon les besoins de l'ensemble de la population.

En maîtrisant l'économie, et particulièrement l'accumulation du capital, le socialisme aboutira à la réalisation d'un nouveau modèle de croissance, fondé sur la satisfaction des besoins collectifs.

FORCES PRODUCTIVES

La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble.

La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol — quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?

Marx et Engels : Manifeste communiste (1re partie). 1847.

Elles constituent l'ensemble des « conditions de production économique » (K. MARX) c'est-à-dire des moyens permettant la production. On peut ainsi distinguer comme forces productives (ou moyens de production) :

— les conditions naturelles (fertilité du sol, richesse minière),

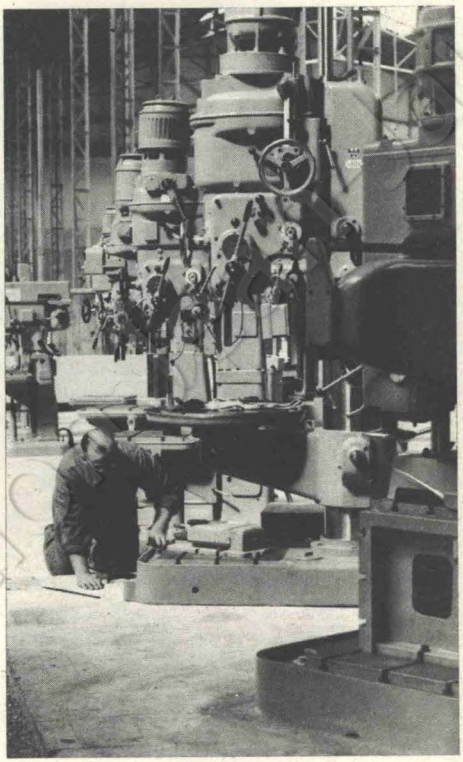
— les conditions techniques (inventions et innovations, machinisme, production en série, division du travail, coordination du travail et gestion, moyens de commercialisation et de transport...).

L'ensemble de ces forces productives n'a pu être réuni que par le travail présent et passé (investissement) dit travail matérialisé.

Elles ont été ainsi accumulées à travers toute l'histoire. Or, « plus les forces productives sont importantes et plus on peut produire dans un temps de travail donné », plus on économise aussi des autres facteurs de production. Ainsi leur développement favorise l'augmentation de la productivité et par là les différentes formes du progrès humain.

D'une manière plus générale, K. Marx considère que les forces productives constituent « la base de tous les rapports sociaux », en ce sens même que la technique et l'économie « dominent en général » les phénomènes sociaux, politiques, culturels, religieux, etc...

FORCES PRODUCTIVES



Le développement des forces productives apparaît comme un fait quasi permanent dans l'histoire de l'humanité ; il convient donc de ne pas s'y opposer, ce qui serait la marque d'une attitude irréaliste et conservatrice : « on n'arrête pas le progrès » dit la sagesse populaire.

Toutefois, les socialistes savent bien que le développement des forces productives peut-être anarchique et même déboucher sur des catastrophes (guerres, misère humaine croissante) s'il n'est pas maîtrisé par une organisation sociale favorisant la prise en main par les travailleurs de leur destin.

Le développement des forces productives n'est donc pas une fin en soi, mais une condition nécessaire, quoique très insuffisante de l'instauration du socialisme.

RAPPORTS SOCIAUX

« Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant des nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous les rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain, le moulin à vapeur la société avec le capitalisme industriel. Les mêmes hommes qui établissent les rapports sociaux conformément à leur production matérielle, produisent aussi les principes, les idées, les catégories conformément à leurs rapports sociaux. »

K. Marx : « Misère de la Philosophie ». 1847.

L'ensemble des règles écrites ou coutumières par lesquelles les hommes organisent la vie en société. Relève ainsi des rapports sociaux l'existence de l'Etat, de toutes les formes d'institutions et de collectivités, des lois et règlements, des marchés, des mœurs et habitudes, du langage et des théories...

Cet ensemble apparemment hétéroclite est influencé, selon MARX, par un certain état de développement des forces productives, ces différents éléments s'influencent les uns les autres. « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de consciences sociales déterminées. »

RAPPORTS SOCIAUX



Du fait de l'attitude conservatrice des hommes au pouvoir, il existe une tendance à ce que les rapports sociaux se figent et ne suivent pas le développement des forces productives qui ont permis leur apparition ; au bout d'un temps plus ou moins long, la société dans son ensemble devient contradictoire et il devient indispensable de renverser les rapports sociaux existants pour leur en substituer de nouveaux, mieux adaptés aux forces productives présentes : c'est faire une révolution, et par là même accélérer et mieux maîtriser le développement ultérieur de ces forces.

Seule une société socialiste, en supprimant la suprématie d'une minorité sur la majorité des travailleurs permettra l'adaptation continue des rapports sociaux aux forces productives, et favorisera un développement harmonieux de la société, car les hommes seront enfin collectivement maîtres de leur destin.

Fondation Jean Jaurès

DIVISION DU TRAVAIL

Tout est absurde dans les conditions actuelles du travail, et semble avoir été combiné pour l'asservissement à perpétuité de l'ouvrier.

Après avoir, dans l'intérêt de la production, divisé et sous-divisé à l'infini le travail, on a fait de chacune de ses parcelles l'objet d'une profession particulière de laquelle le travailleur enroutiné, hébété, ne s'échappe plus. Politiquement affranchi par la Révolution, il est refait serf de la glèbe, en son corps, en son âme, en sa famille, en toutes ses générations, de par la distribution vicieuse, mais invétérée, du travail.

P.-J. Proudhon : « De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise ». 1858.

Elle signifie l'existence de nombreux métiers différents. De ce point de vue on distingue la division sociale et la division technique du travail. La division sociale exprime la séparation de la production totale suivant le type de production à réaliser (agricole ou industriel); produits alimentaires ou machines outils) ; la division technique signifie la multiplication des tâches pour aboutir à un même type de produits (tourneur et fraiseur, analyste et programmeur).

Les diverses formes de la division du travail peuvent certes être fondées sur les aptitudes et les goûts des travailleurs, mais elles le sont surtout en fonction des besoins des forces productives, soit à cause de l'emploi de machines spécialisées, soit parce que la répétition des mêmes tâches entraîne une plus grande habileté d'où un apprentissage « sur le tas ».

La division du travail n'ayant fait que s'accentuer depuis ses formes primitives (hommes et femmes, puis villes et campagnes), tout au long du développement des forces productives et notamment depuis deux siècles, on en aperçoit bien aujourd'hui les principales conséquences :

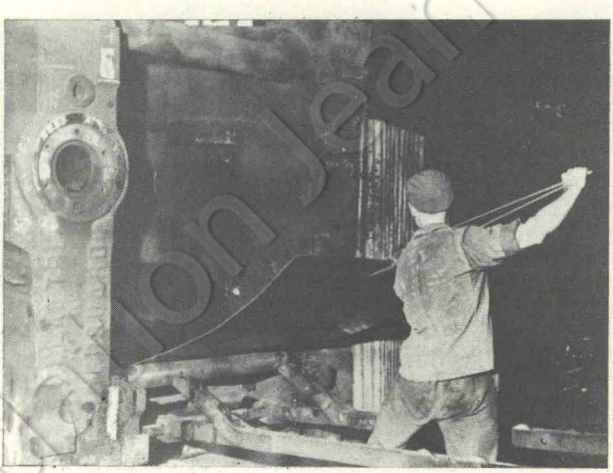
— la productivité du travail en est par là-même très augmentée,

— il découle notamment de la division sociale la nécessité d'échanges multiples pour que l'essentiel de la population puisse consommer ou utiliser les productions de chaque secteur : les risques d'incohérence dans le fonctionnement économique d'ensemble sont donc plus importants.

— la division sociale et technique du travail entraîne actuellement une hiérarchisation accentuée de la société, certains métiers passant pour supérieurs aux autres ; or, il est évident que le choix du métier ne se règle pas à l'amiable comme le prétendait PROUDHON, mais principalement en fonction de rapports de force (ce qui était la thèse de MARX).

— dans les fonctions d'exécution, le travail est parcellisé, chacun n'accomplissant plus qu'une « miette » (FRIEDMAN) toujours répétée de la tâche d'ensemble débouchant sur « l'idiotisme du métier », et rendant par là-même difficile au travailleur une appréciation d'ensemble du résultat de ses efforts (cf. ALIENATION).

DIVISION DU TRAVAIL



La division du travail, même si elle est inévitable, ne doit pas signifier une hiérarchie sociale permanente entraînant la concentration du pouvoir entre les mains d'une petite minorité (par exemple : patrons, technocrates...). Il convient, pour les socialistes, de donner aux hommes des compétences multiples (idéal de polytechnicité) et d'organiser, sans chômage, la rotation des fonctions qui permet à la fois l'épanouissement personnel et le progrès économique d'ensemble.

Au pouvoir de quelques-uns sera substitué, par la planification démocratique et la mise en place de structures d'autogestion, le libre choix de l'ensemble des travailleurs.

Coll Fondation Jean-Jaurès

EXPLOITATION

Ensemble des mécanismes par lesquels un groupe d'hommes détient l'essentiel du pouvoir sur la création, la distribution du surplus produit par les travailleurs et son affectation parmi les différents emplois possibles.

On peut distinguer dans l'exploitation ses **aspects quantitatifs et qualitatifs.** Les aspects quantitatifs de l'exploitation définissent son amplitude. Le salarié est plus ou moins exploité selon le pouvoir d'achat réel de son salaire, selon la durée (journalière, hebdomadaire, annuelle, ou âge de la retraite) du travail, selon l'intensité du travail (cadences, taux d'engagement), selon les conditions psycho-physiologiques du travail (hygiène industrielle, sécurité, adaptation forcée de l'homme à la machine au lieu de l'inverse), selon, enfin, les conditions technologiques et organisationelles du travail (parcellisation, robotisation, déqualification professionnelle systématique, etc...).

Grâce à leurs luttes sociales (syndicales et politiques), les travailleurs parviennent à réduire quelque peu le poids de leur exploitation, à améliorer tels ou tels des aspects quantitatifs de l'exploitation. Mais l'exploitation subsiste et subsistera aussi longtemps que les salariés ne mettront pas en cause les aspects **qualitatifs** de l'exploitation, c'est-à-dire la **non souveraineté des travailleurs sur leur propre activité de travail et ses résultats.**

Il faut bien comprendre que l'exploitation est un phénomène global de la société et qu'elle ne peut s'étudier individu par individu. La production dans une nation moderne est tellement diversifiée et les moyens de la réaliser sont tellement compliqués que l'exploitation ne peut s'apprécier que globalement, par exemple, à travers l'ensemble des profits injustifiés réalisés par une minorité de patrons et employeurs au détriment du travail collectif de la grande majorité constituée par les salariés, ruraux et citadins, manuels et intellectuels.

Il faut aussi remarquer que les multiples inconvénients de l'exploitation ne sont pas seulement dus à une mauvaise répartition du revenu national, mais aussi à la scandaleuse inégalité de pouvoir économique (sur la production, les investissements, etc...) qui est à l'origine de l'exploitation et qui est renforcée par elle. Aucune démocratie économique n'est donc possible dans une société fondée sur l'exploitation.

EXPLOITATION

Dans la France actuelle, les exploiteurs sont tous ceux qui, grâce à leur fortune ou à leur position sociale, exercent indûment une partie du pouvoir : chefs d'entreprises, financiers, industriels et promoteurs immobiliers, voire certains grands commis de l'Etat, plus attachés au développement des profits d'une minorité que soucieux d'accroitre le bonheur de tous...

Ils représentent moins de 5 % de la population active.

L'exploitation a existé sous des formes diverses dans toutes les sociétés historiques connues, de l'Antiquité au Capitalisme contemporain, en passant pas la féodalité ; les Etats collectivistes d'Europe de l'Est ne sont pas encore véritablement socialistes, puisqu'ils n'ont pas réussi à en venir à bout, faute d'instaurer une démocratie économique.

Il est possible, indispensable de diminuer l'amplitude de l'exploitation quantitative en rognant les prérogatives patronales ou de l'Etat-patron : c'est l'objectif du combat des travailleurs dans les entreprises. Mais, quand bien même le sort matériel des salariés serait relativement amélioré, l'exploitation ne serait pas pour autant abolie.

Les aspects qualitatifs de l'exploitation ne peuvent être supprimés par un grignotage progressif sur les exploiteurs.

Mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, abolir le salariat, cela n'est pas affaire d'amélioration, mais de révolution. Seul le socialisme démocratique fera cette révolution et mettra fin à l'exploitation en rendant effective la célèbre formule : « à chacun selon son travail », gage d'une démocratie totale, en particulier économique, qui associera toute la collectivité humaine aux prises de décision intéressant tout le monde. Il devra en résulter non seulement plus de justice, mais aussi plus d'efficacité (par un développement plus grand des forces productives) permettant de passer progressivement à une autre formule encore plus souhaitable : « à chacun selon ses besoins ».

Collection Jean-Jaurès

ALIENATION

« La propriété privée nous a rendus tellement sots et inactifs qu'un objet n'est le nôtre que lorsqu'il existe pour nous comme capital ou lorsque nous l'avons immédiatement en possession, que nous le mangeons, le buvons, le portons sur notre corps, vivons en lui, etc., en un mot lorsque nous le consommons... Tous les sens physiques et intellectuels ont donc été remplacés par la simple aliénation de tous ces sens, le sens de l'avoir. »

K. Marx : « Economie Politique et Philosophie ».

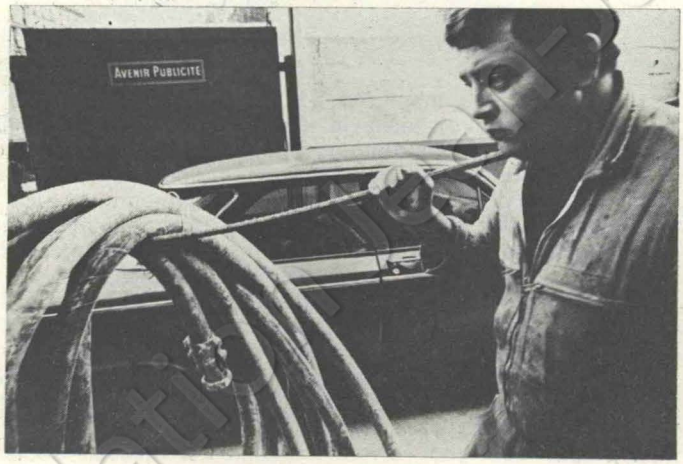
Notre conception individuelle du monde est modelée par notre appartenance à une classe sociale : tout système économique reposant sur la division en classes sociales de ses membres sécrète l'aliénation. Mais l'aliénation a elle-même pour effet de masquer la division de la société en classes exploiteuses et exploitées. De plus la classe dominante s'efforce avec l'aide de ses agents (hommes politiques, intellectuels, journalistes à son service) de la renforcer afin de faire prédominer sa vision du monde. C'est à travers la détention privilégiée du savoir et des moyens de communication (presse, radio, TV) qu'elle peut diffuser de faux problèmes et de fausses idées.

L'aliénation marque tous les aspects de l'activité des hommes, les loisirs comme le travail, les opinions comme les sciences sociales, l'économie comme la morale. Ainsi, par exemple, le sport d'élite est-il privilégié par rapport au sport de masse. De même les gouvernants tentent d'accréditer l'idée selon laquelle « on est tous coupables » de l'inflation comme de la pollution.

« Tel se croit le maître des autres qui ne laisse pas d'être plus esclave qu'eux » (J.-J. Rousseau). La bourgeoisie elle-même est dupe de son aliénation : incapable de décrire la réalité du monde elle s'interdit de porter remède à ses difficultés. Ainsi l'aliénation apparaît dans sa double dimension. Elle renforce l'organisation sociale fondée sur une exploitation qu'elle masque en même temps qu'elle interdit de faire face à l'évolution de la société dans la recherche de la liberté complète de l'homme.

Résultat d'une société d'exploitation, l'aliénation est un facteur déterminant de consolidation de l'exploitation de l'homme par l'homme.

ALIÉNATION



Le but du Parti Socialiste est de libérer la personne humaine de toutes les aliénations qui l'oppriment et par conséquent d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité et la fraternité, le libre exercice de leurs droits et le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leurs devoirs à l'égard de la collectivité.

Pour que l'homme soit libéré des aliénations que lui impose le capitalisme, pour qu'il devienne un producteur, un consommateur, un étudiant, un citoyen libre, il faut qu'il accède à la responsabilité dans les entreprises, dans les universités comme dans les collectivités à tous les niveaux.

Extrait de la Déclaration de principes du Parti Socialiste.

CLASSES SOCIALES

Ensemble des membres d'une société se trouvant dans la même situation (objective) vis-à-vis de l'exploitation, c'est-à-dire ayant pour l'essentiel la même situation dans les rapports sociaux de production.

Il en résulte donc qu'on trouve toujours dans une situation historique donnée deux classes sociales fondamentales face à face, le plus grand nombre constitue la classe des exploités et une petite minorité constitue la classe des exploiteurs (esclaves et maîtres dans l'Antiquité, serfs et seigneurs au Moyen Age, prolétaires et bourgeois dans le capitalisme...). La lutte des classes est ainsi inévitable, même si à certaines époques, elle s'assoupit un peu du fait de l'aliénation d'un trop grand nombre d'exploités, dans la mesure où une prise de conscience générale de l'exploitation se réalisant, les exploités tentent d'y mettre fin et que les exploiteurs essaient au contraire de maintenir des rapports sociaux qui leur sont favorables.

Il faut distinguer soigneusement les classes sociales des castes et des couches sociales.

Une **caste** est un ensemble d'hommes, généralement peu nombreux, formant un milieu fermé, alors qu'une classe sociale est ouverte en ce sens que des individus peuvent en sortir ou y entrer, changeant de classe sociale ; ainsi la mobilité sociale, qui est toujours limitée, de même que les possibilités de promotion ne nie pas l'existence des classes sociales.

Une **couche sociale** est un ensemble plus précis, plus restreint de membres d'une société ayant de nombreuses caractéristiques communes en dehors même de leur position quant à l'exploitation. Une couche sociale peut être un sous-ensemble d'une classe sociale déterminée.

Il faut toutefois admettre l'existence de couches sociales extérieures aux classes sociales, parce que non situées directement dans le processus dominant d'exploitation d'une phase historique. Ainsi en est-il de nos jours des différentes couches constituées par les membres des professions libérales ou encore par les exploitants agricoles individuels ou par les commerçants indépendants ou par les artisans ; il s'agit dans tous ces cas de couches qui correspondent à un état pré-capitaliste de la société et qui sont donc par là-même appelées à voir leur importance diminuée.

CLASSES SOCIALES

« Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La transformation du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte (...) cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique. »

K. Marx : « Misère de la Philosophie ». 1847.



Les socialistes considèrent qu'il ne peut y avoir d'analyse scientifique des réalités sociales qui ne mette au premier plan le concept de classe sociale. Ils considèrent, en outre, qu'il est vain d'espérer réconcilier les classes sociales qui sont rendues nécessairement antagonistes par l'exploitation : c'est pourquoi leur démarche politique s'inscrit nécessairement dans la lutte des classes, de façon à permettre le triomphe de la majorité exploitée sur la minorité exploiteuse.

DOMINATION

La domination caractérise le type de relations fondées sur l'inégalité qui peut exister entre des individus (dans la famille entre enfants et parents) des groupes (entre patrons et syndicats, entre entreprises, entre classes sociales), des pays : il faut au moins un dominant et un dominé pour qu'on puisse parler de domination. Pour durer, la domination exige certaines conditions :

— Elle exige une hiérarchie entre dominant et dominé due à la spécialisation du travail. Un spécialiste est prétendu supérieur : l'ingénieur est plus considéré que le tourneur.

— Ceux qui exercent ces activités hiérarchiquement supérieures détiennent les moyens matériels ou immatériels de maintenir leur domination : 10 % de fils d'ouvriers à l'Université, alors qu'ils représentent près de la moitié de la population.

— Certains dominés, victimes de l'aliénation, acceptent cette domination, même parfois la considèrent comme juste. C'est ce que l'on appelle être plus royaliste que le roi.

— C'est ainsi que dominants et dominés pensent avoir des intérêts communs : face à la concurrence économique internationale, « il faut » soutenir son entreprise. Ou encore, la colonisation est décrite comme un moyen de faire progresser l'économie nationale.

DOMINATION



Pour un socialiste, la domination, pas plus que l'aliénation et l'exploitation n'est un phénomène naturel inévitable : la révolution socialiste consiste à briser la domination de la classe exploiteuse et de tous les moyens qui lui permettent de se maintenir, ainsi que toutes les formes d'aliénation, qu'elles découlent ou non de la première.

Ainsi, les relations entre pays pauvres et pays riches sont des rapports de dominants et de dominés : les politiques de coopération des pays développés ne sont pas orientées en fonction des besoins des peuples du tiers-monde, mais en fonction de ceux des grandes sociétés qui y investissent : de cette façon se forment des « chasses gardées » maintenues au besoin par la force (par exemple en Amérique latine) qui constituent une des formes contemporaines de la domination impérialiste. On peut observer de nos jours que la lutte contre le capitalisme ne suffit pas à éviter les phénomènes de domination entre Etats. Plusieurs pays de l'Europe de l'Est ont eu ou ont encore à en souffrir.

CAPITAL

Le capital est un mot qui peut être considéré sous plusieurs aspects :

En premier lieu, c'est l'ensemble des moyens matériels de production dont dispose une collectivité. Ainsi les outils, les machines, les terrains, les immeubles sont des éléments de son capital au sens physique. Il faut alors distinguer le capital fixe (ce sont les bâtiments, les machines) qui est appelé à servir plusieurs fois, du capital circulant comme les matières premières et la force de travail qui ne serviront qu'une seule fois.

On peut également considérer d'une certaine façon les connaissances scientifiques et techniques comme faisant partie du capital d'une entreprise, lorsqu'elles sont couvertes par un brevet.

En deuxième lieu, le capital peut être considéré du point de vue monétaire et financier. C'est alors de la monnaie ou des titres financiers (actions, bons du Trésor, obligations) qui rapportent un intérêt. Il fournit les revenus monétaires du capital qui ne sont pas la contrepartie d'un travail, mais sont sensés être justifiés par l'apport d'argent (capital).

En troisième lieu, le capital est constitué par l'appropriation privée des moyens de production : « Seuls les objets qui emploient l'ouvrier et qui possèdent dans le capitaliste leur moi, leur conscience, et leur volonté sont du capital », selon K. MARX.

En ce sens, le capital est du travail matérialisé, du travail passé, qui s'oppose au travail vivant, à la capacité de travail. C'est l'achat de travail vivant qui permet d'employer et de faire fructifier le capital. Cet achat est le fait du détenteur de capital qui en a seul les moyens. Ainsi le capital se reproduit et s'accumule par le biais des profits et des intérêts dont bénéficient les détenteurs de capital.

En ce sens, « le capital emploie l'ouvrier et non l'ouvrier le capital ». Il y a ainsi une véritable « inversion des choses et des personnes », typique du rapport social où le capital devient dominant, c'est-à-dire le capitalisme (K. MARX).

CAPITAL



Toutes les sociétés industrielles développées utilisent une masse importante de capitaux physiques dans le processus de production : dans ce sens, elles sont capitalistiques.

Mais la finalité du capitalisme est l'accumulation du capital pour conforter et développer la puissance des entreprises et donc du pouvoir de ceux qui en sont les dirigeants : pouvoir et propriété du capital sont inséparables. Une collectivisation étendue de l'économie, et en particulier de ses centres nerveux, est donc une condition essentielle à la construction du socialisme : l'extension et le renforcement des secteurs d'appropriation collective sont indispensables pour orienter la production conformément aux besoins prioritaires de la population, au moyen d'une planification élaborée démocratiquement.

Fondation Gabriel Péri

CAPITALISME

Le capitalisme est le système économique qui a remplacé le système féodal dans le monde occidental. Le pouvoir capitaliste commence avec la généralisation de la libre entreprise, corporative et artisanale, là où elle ne rencontre pas de barrière dans les diverses branches ayant tendance à se scléroser. Son évolution (capitalisme manufacturier, usinier, jusqu'à la constitution des groupes contemporains et l'interpénétration avec le pouvoir d'Etat) depuis le XIX[e] siècle n'a pas remis en cause sa caractéristique fondamentale : la séparation entre le propriétaire des moyens matériels de la production (terre, mines, usines dont l'ensemble constitue le capital) et les travailleurs non détenteurs de capital qui vendent leur force de travail, physique ou intellectuelle, aux employeurs. En régime capitaliste les décisions qui concernent la production sont prises par les détenteurs du capital, ou leurs représentants, recherchant le plus grand profit. Ce profit sera déterminé par le prix auquel sera vendu le produit sur un marché où les employeurs offrent leurs biens et les consommateurs les demandent. L'échange est favorisé par une monnaie servant notamment d'unité de compte. La monnaie est aussi l'instrument de création du crédit bancaire qui permet de financer les initiatives privées.

Le capitalisme, par la séparation qu'il engendre entre propriétaires (exploiteurs) et travailleurs (exploités) entraîne la division de la société en classes sociales aux intérêts opposés, antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat.

Pour produire les biens industriels, il faut regrouper la main-d'œuvre sur les lieux de travail, les villes se développent en même temps que les usines sont construites. Le travail d'équipe à la chaîne rassemble les travailleurs, on dit que le travail se socialise ; mais le pouvoir de décision reste principalement entre le mains des détenteurs privés du capital.

En son sein, l'exploitation de l'homme par l'homme se manifeste par de nombreux mécanismes, entre autres, le fonctionnement du marché du travail. Le capitalisme ne doit jamais être considéré comme un système figé, stationnaire, mais tout au contraire comme dynamique et évolutif. D'abord, parce qu'il a entraîné un formidable bond en avant des forces productives et qu'il est apparu à ses débuts, malgré l'anarchie de son développement, comme beaucoup plus efficace que le système féodal qui l'a précédé. Ensuite, parce qu'il a réussi à s'adapter face aux légitimes critiques des forces socialistes : s'appuyant de plus en plus sur l'Etat, il sait aujourd'hui éviter les grandes crises de surproduction (comme celles du XIX[e] siècle ou des années 1930) même si c'est au prix d'une inflation chronique. Enfin, parce qu'il se modifie sans cesse dans sa composition interne : la concurrence de petites unités est de plus en plus remplacée par la constitution de grands empires financiers internationaux. Le nombre relatif d'exploiteurs diminue ainsi, tandis qu'augmente le nombre d'exploités (anciens patrons, agriculteurs, commerçants et artisans). Les germes d'auto-destruction mûrissent ainsi, sous l'influence des socialistes qui visent à renverser le rapport actuel des forces entre les classes sociales, et par là-même à supprimer le capitalisme.

CAPITALISME

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du « paiement au comptant ». Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; elle a substitué aux nombreuses libertés si chèrement conquises, l'unique et l'impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.

Marx-Engels : « Manifeste communiste ». 1848.

Les socialistes sont convaincus que la libération de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, mais de la réalisation des conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice. Leur objectif est donc la collectivisation en plusieurs étapes des moyens d'investissement, de production et d'échanges.

Cependant, l'objectif des luttes ne concerne pas seulement une appropriation des moyens de production, mais aussi les pouvoirs démocratiques de gestion, de contrôle et de décision.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Les socialistes leur proposent de s'organiser pour l'action et les invitent à prendre conscience de ce qu'ils sont la majorité : ils peuvent donc supprimer l'exploitation — et par là même les classes — en restituant à la société les moyens de production et d'échange dont la détention reste, en dernière analyse le fondement essentiel du pouvoir.

CAPITALISTES

Ceux qui possèdent des capitaux et qui peuvent aussi être (ou devenir) propriétaires privés de moyens de production.

Ils forment ainsi dans le système capitaliste la classe sociale dominante qui est très minoritaire en nombre, mais dispose d'un monopole des grands moyens de production, à l'exclusion de la grande majorité des hommes en âge de travailler. Les capitalistes louent alors les services (force de travail) du plus grand nombre sous forme de salaires. Les capitalistes sont par là-même des exploiteurs en ce sens qu'ils détiennent l'essentiel du pouvoir en ce qui concerne le but de la production, les horaires et conditions de travail (création du surplus), la fixation des prix et des salaires (répartition du surplus), et l'affectation du surplus ainsi réalisé, tant par leurs décisions propres que par celles de l'Etat qu'ils influencent ou même contrôlent.

Ils orientent essentiellement les ressources de toute la collectivité vers la recherche du profit maximum qui est le seul moyen d'augmenter la masse de capitaux à leur disposition. Même quand ils prétendent poursuivre d'autres buts, ils ne peuvent échapper à cette logique du capitalisme qui les condamnerait à la disparition (faillite) s'ils ne poursuivaient sans relâche le maximum de profits. Cette obligation de tout subordonner au profit en fait des hommes aliénés dont l'épanouissement n'a plus qu'une seule dimension : la rentabilité (cf. l'homme unidimensionnel de MARCUSE).

La classe des capitalistes comporte évidemment des sous-ensembles suivant l'activité principale et l'importance de ceux qui s'y consacrent : c'est ainsi qu'on peut distinguer les capitalistes industriels ou commerciaux des capitalistes financiers ; ou encore les gros des petits. Mais la logique de l'évolution capitaliste a toujours poussé vers l'emprise grandissante du capitalisme financier (banques, compagnies d'assurance, holdings) sur le capitalisme industriel, de même qu'elle a conduit à une concentration du capital, réduisant le nombre total de capitalistes à l'avantage des plus gros contre les plus petits.

CAPITALISTES



On ne renversera pas le pouvoir du grand capital sans détruire la propriété capitaliste ; l'appropriation collective des moyens de production est la condition même d'une gestion socialiste : de ce fait, les capitalistes, en tant qu'exploiteurs, disparaîtront.

Cette disparition se fera par étapes. Les premières mesures destinées à instaurer un régime socialiste devront être une extension du secteur public, par la collectivisation des moyens de production essentiels à la Nation, accompagnée d'un renforcement des pouvoirs des travailleurs et d'un contrôle de l'application du plan.

ENTREPRENEURS

Ce sont ceux qui ont le pouvoir et la responsabilité de chefs d'entreprise. De ce point de vue, dans les entreprises (ou sociétés) capitalistes importantes où plusieurs usines dépendent d'un même propriétaire, il ne faut pas confondre l'entrepreneur qui dirige toutes les activités depuis le siège social (parfois géographiquement très éloigné, situé par exemple dans un autre pays ou continent) du directeur de l'usine, responsable direct de la production dans l'établissement considéré, et qui est un salarié, cadre supérieur désigné par l'entrepreneur.

Au sens traditionnel du terme, l'entrepreneur est ainsi celui qui met en œuvre les différents facteurs de production (bâtiments, terrains, machines, hommes) en vue de produire et de rendre des biens ou des services. Plus particulièrement, les théoriciens capitalistes considèrent les entrepreneurs comme les innovateurs, c'est-à-dire les seuls agents économiques qui, par leur génie créatif ou organisateur, leur audace permettent de réaliser le progrès économique et social.

A l'origine, on considérait que les entrepreneurs étaient les propriétaires de leur entreprise, quitte à ce qu'ils aient dû emprunter auprès des banques ou d'autres capitalistes pour lancer leur affaire. Mais dans les conditions modernes du capitalisme, apparaissent des entreprises trop importantes pour qu'un seul homme puisse en avoir la totale propriété : avec les sociétés anonymes notamment, apparaît une distinction entre le capitaliste-propriétaire et l'entrepreneur-gestionnaire; cependant, il faut comprendre que s'il est bien vrai que des délégations importantes de pouvoir peuvent être consenties dans le capitalisme contemporain par le capitaliste à l'avantage de l'entrepreneur (ou « MANAGER »), ce dernier ne détient son pouvoir que de la propriété privée des moyens de production, qu'il ne peut avoir d'autre objectif que la recherche du profit maximum qui lui est réclamé pour le capitaliste et qu'en dernier ressort il est comptable de sa gestion devant le propriétaire qui peut le révoquer à tout moment.

ENTREPRENEURS



Roger Martin, PDG de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson.

La notion d'entrepreneur est utilisée pour justifier l'existence des capitalistes et faire croire que leurs profits ne sont que la juste rémunération de leurs capacités et de leur utilité sociale.

Cette mystification doit être clairement dénoncée.

D'une part, les véritables découvertes sont, en général, le fait des techniciens et des ingénieurs salariés ; d'autre part, quand ils innovent, les entrepreneurs n'ont qu'un critère : la rentabilité, ce qui les amène à imposer au consommateur des nouveautés futiles (du type gadget) ou même, dans certains cas, à bloquer les innovations (ainsi, le domaine de l'automobile n'a pas connu de progrès fondamentaux depuis 25 ans) ; enfin, la notion d'entrepreneur correspond à une conception parfaitement anti-démocratique du pouvoir économique.

La bonne marche d'une entreprise est liée au niveau de l'activité économique nationale, mais elle est avant tout le fruit de l'ensemble des travailleurs. Les socialistes ont pour objectif la réalisation d'une gestion démocratique de l'entreprise par les travailleurs inscrite dans la perspective de l'autogestion, dans le cadre défini par la planification sociale.

BANQUES

Entreprises spécialisées dans le commerce de la monnaie et des crédits. Les banques modernes remplissent trois fonctions principales.

En premier lieu, elles servent d'intermédiaires entre ceux qui, ayant des économies, veulent prêter (placer) ces sommes et ceux qui veulent emprunter dans un but de promotion ou de consommation ; elles réalisent ainsi un bénéfice de type commercial en revendant aux emprunteurs à des prix (taux d'intérêt) supérieurs à ceux qu'elles ont consentis aux prêteurs.

En second lieu, elles créent de la monnaie ; soit les billets de banque, quand elles bénéficient du droit de le faire (mais ce privilège est aujourd'hui restreint à une ou un très petit nombre de banques contrôlée étroitement par l'Etat ; en France, à la seule Banque de France) ; soit plus fréquemment sous forme de dépôts particuliers, ce que l'on appelle la monnaie scripturale : en effet, les banques font des prêts avec l'argent déposé dans leurs caisses, tandis que les déposants pour l'essentiel font leurs palements par de simples jeux d'écriture (chèques, virements), ce qui revient à multiplier la monnaie disponible dans l'économie. Les pouvoirs publics contrôlent également de multiples façons cette création de monnaie, mais d'une manière beaucoup plus difficile.

En troisième lieu, les banques utilisent les sommes considérables à leur disposition (qu'elles en soient propriétaires ou seulement dépositaires) pour prendre des participations financières dans de grandes entreprises qu'elles contrôlent ainsi plus ou moins étroitement. C'est par ce moyen principal que le capitalisme financier a progressivement étendu son emprise sur les autres formes de propriété privée et qu'aujourd'hui les banques sont un des principaux sièges du pouvoir capitaliste, au plan international aussi bien que national.

Le secteur bancaire est diversifié. On peut distinguer des banques privées et des banques publiques (mais ces dernières sous l'effet de la concurrence ne se comportent souvent pas d'une manière très différente des banques privées) ; des banques de dépôts dont les activités ne concernent en principe que les prêts et emprunts à court terme (trois mois au maximum) et des banques d'affaires qui, au contraire, sont spécialisées dans les opérations à plus long terme ; des banques plus ou moins spécialisées dans des opérations ou des secteurs d'activité particuliers, etc. Mais cette distinction devient de moins en moins réelle.

BANQUES

Les banques privées s'organisent pour maîtriser l'économie.

La Banque de Paris, par exemple, détient d'importantes participations dans le pétrole, les mines, l'industrie chimique, la sidérurgie, les constructions électriques. Sa filiale « Paris International » regroupe les participations dans des entreprises des Etats-Unis, en Suisse, Hollande, Belgique, Amérique du Sud, Canada, Mexique.

La Compagnie Financière de Suez, elle, détient une part dominante du capital de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson.

Le groupe Rothschild-Compagnie du Nord contrôle des sociétés minières comme Penarroya et a organisé le rachat partiel de la Générale Alimentaire par le groupe anglais Cavenham Foods.

Le pouvoir de création monétaire et l'orientation du financement de l'économie doivent appartenir à la collectivité : la collectivisation du secteur bancaire s'impose ; c'est une des premières mesures indispensables à l'édification d'un régime socialiste, qui facilitera la réorientation de la croissance économique et l'élaboration d'un développement de type socialiste.

Les divers organismes du secteur bancaire, désormais public, seront restructurés ; ils rempliront leurs fonctions dans le cadre du Plan et en seront par là même des agents d'exécution.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

TRAVAILLEURS

La notion de travailleur est, la plupart du temps, assimilée à celle de salarié, de prolétaire, voire d'ouvrier. Cela élimine donc les patrons qui vivent de l'exploitation des salariés.

Au sens large, la notion de travailleur se rapproche toutefois de celle de **population active** qui comprend tous les individus ayant une activité, c'est-à-dire :

— Les agriculteurs exploitants ou salariés,
— Les ouvriers et employés,
— Les travailleurs intellectuels : artistes, enseignants, cadres, techniciens,
— Les patrons du commerce et de l'industrie, artisans.
— Les professions libérales : médecins, avocats...

Mais plus rigoureusement il faut définir les travailleurs comme les **détenteurs de la force de travail, qui vivent de la vente ou de l'utilisation de leur travail.**

Ce sont les détenteurs de la force de TRAVAIL : en effet certains utilisent cette force de travail pour leur propre compte (travailleurs indépendants), d'autres la vendent aux capitalistes (salariés).

Collection Jean-Jaurès

TRAVAILLEURS



Dans la société capitaliste, le travail est rarement une activité créatrice, une possibilité d'épanouissement, mais un moyen de gagner sa vie, une vie qui, trop souvent, ne commence qu'en dehors du travail.

Sous des formes diverses, le travailleur est soumis aux impératifs du capital : il doit obéir à une volonté qui lui est extérieure, il tend à devenir un objet passif, subordonné à des objectifs qui lui sont étrangers.

Le socialisme a pour but de rendre aux travailleurs leur dignité en réhabilitant leur travail dans son intégrité et sa plénitude, en leur donnant la possibilité de maîtriser leur destin, afin qu'ils se libèrent progressivement de l'exploitation et de l'aliénation capitaliste.

Coll. Fondation Jean Jaurès

PROLETARIAT

« La plupart des O.S., qu'ils appartiennent au secteur de l'automobile ou de l'alimentation, à celui de l'habillement ou de l'électronique, répètent chaque jour cinq cents fois, mille fois ou davantage la même opération. Dans les usines de confection, des milliers de femmes piquent cinq cents, six cents fois la même pièce d'un complet dans une salle bien éclairée, mais crépitante du bruit sec et nerveux des machines à coudre. Pire, dans certaines entreprises de la Télémécanique, par exemple près de Pacy-sur-Eure, une OS n'accomplit qu'un seul geste et le répète toutes les trois secondes, soit plus de mille opérations à l'heure. »

Jean-Pierre Dumont : « Le Monde » du 5-2-72.

Le prolétariat est la classe exploitée, formée par l'ensemble des travailleurs victimes de la domination capitaliste. En effet, ne possédant pas les moyens de production, les prolétaires doivent pour subsister vendre leur force de travail aux capitalistes et accepter ainsi d'être **exploités.**

La composition du prolétariat est très controversée. Certains l'assimilent à la misère en se souvenant du prolétariat du XIX^e^ siècle ; dans cette optique le prolétariat du XX^e^ siècle ne serait composé, dans les pays capitalistes que par des minorités : travailleurs immigrés, Français d'Outre-Mer, Noirs américains... S'y ajoute la classe ouvrière des pays sous-développés. Cette vision historique et sociologique rend toutefois incompréhensible la théorie économique utilisée par les marxistes. Certains auteurs assimilent le prolétariat à la classe ouvrière, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs manuels producteurs directs de plus-value. Mais, l'évolution du capitalisme, en particulier le développement des services et donc la part croissante des travailleurs intellectuels conduisent à remettre en cause cette assimilation : il faut donc rendre au mot prolétariat son sens d'origine qui signifie salariat.

PROLÉTARIAT



Le prolétariat a une importance fondamentale puisqu'il est la classe révolutionnaire : l'instauration du socialisme, en mettant fin à l'exploitation traduira sa victoire sur la classe capitaliste.

Alors, en accédant à la responsabilité dans les entreprises comme dans les collectivités à tous les niveaux, les travailleurs seront progressivement libérés des aliénations que leur impose le capitalisme : cette émancipation sera le résultat de leur combat. Aussi, pour remplir son rôle révolutionnaire, le prolétariat doit prendre conscience de sa force, et s'organiser sous une pluralité de formes, ce qui est le but des syndicats et des partis politiques qui expriment les aspirations profondes des travailleurs.

Coll. Fondation Besnard-Lauras

SYNDICAT

« En France, il s'organise des syndicats ouvriers dans les différentes grandes villes, et ils correspondent ensemble. Ils se limitent à des objets purement professionnels, et ils ne peuvent faire autrement. Ils seraient sans cela supprimés sans façon. Ils se donnent ainsi toujours une sorte d'organisation, un point de ralliement pour le moment où une plus grande liberté d'action sera possible... »

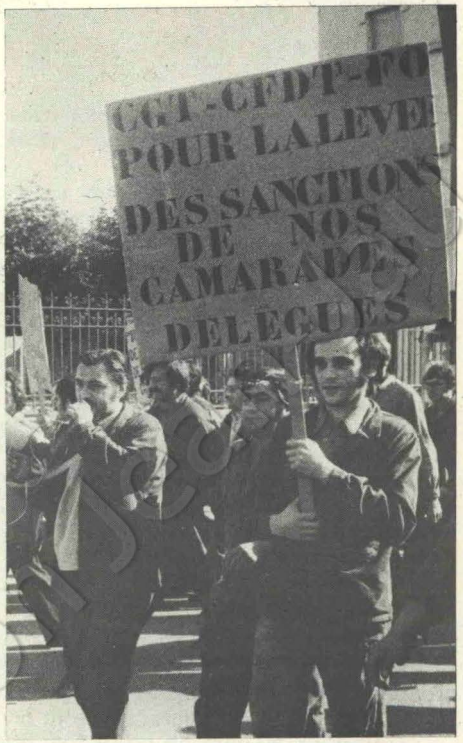
K. Marx : « Lettre à Sorge », 4 avril 1874.

Groupe de prolétaires qui s'unissent pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des salariés, afin de lutter contre l'EXPLOITATION capitaliste.

Le terme de syndicat est souvent galvaudé. On parle de syndicat patronal (ici syndicat veut dire simplement groupe de pression). En Espagne, le régime franquiste a créé des « syndicats officiels » alors que les vrais syndicats sont clandestins (les « commissions ouvrières ») ; en France la CFT (Confédération Française du Travail) est financée par le patronat, en particulier celui de l'automobile (Citroën, Simca), ce qui explique son attitude de « syndicat jaune ». Les capitalistes ont en effet intérêt à diviser le prolétariat en l'empêchant de s'organiser efficacement par des syndicats fortement implantés.

Le rôle du syndicat est fondamental dans la société capitaliste. Seule l'union permet aux **travailleurs** de lutter contre le pouvoir patronal. Le syndicat est donc un instrument de la lutte de classe qui s'impose par des actions collectives (grèves, manifestations, etc.). Cette lutte est permanente et concerne aussi bien salaire, conditions de travail, durée du travail, cadences, retraites... L'existence du syndicat permet d'éviter la concurrence ruineuse que se faisaient les prolétaires au XIX^{e} siècle pendant les périodes de chômage lorsqu'ils n'avaient le choix qu'entre un salaire plus faible et la famine. Ainsi, sans syndicat, il n'y aurait pas de convention collective.

SYNDICAT



Le rôle du syndicat est fondamental dans la société capitaliste : seule l'union des travailleurs permet de lutter contre le pouvoir du capital ; le syndicat est donc un instrument de la lutte des classes.

Les Confédérations nationales luttent aussi pour améliorer les conditions de vie des travailleurs en dehors du travail (transports, logements...) et rejoignent ainsi l'action des partis politiques : c'est pourquoi on rassemble sous le terme de « mouvement ouvrier » l'ensemble des syndicats et des partis qui se réclament du socialisme.

Le syndicat permet également la prise de conscience des travailleurs. Au-delà de la lutte immédiate et localisée, il met en lumière la nature du système capitaliste, il prépare ainsi le militant syndical à l'action politique. Aussi, conscients du rôle anti-capitaliste du syndicat, les militants des partis socialistes se retrouvent-ils dans les syndicats.

La disparition du capitalisme n'entraînera pas toutefois la disparition des syndicats : l'exploitation ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Le syndicat devra continuer à défendre les intérêts des travailleurs même face à un Etat socialiste qui, de son côté, favorisera l'existence et le développement des syndicats.

Voir la brochure « Les syndicats et le socialisme » éditée par le Secrétariat à la formation du P.S. (n° 1, 1 F).

AGRICULTEURS

« Au départ notre capital d'exploitation était de 70.000 F empruntés. Maintenant, il est de 320.000 F dont 140.000 F empruntés.

Nous constituons un capital qui ne nous enrichit pas et qui n'enrichit pas la classe paysanne. Nous en avons assez de vivre pauvres pour mourir riches. Nous voulons vivre décemment. Aujourd'hui, les jeunes agriculteurs ont conscience du scandale foncier mais demain ils devront poser et résoudre le scandale du capital d'exploitation. Dans vingt-cinq ans peut-être, quand nous nous retirerons, ce capital représentera 500.000 F pour notre exploitation de 32 hectares. Quel paysan pourra se l'offrir ?

Même avec l'aide du crédit, il lui faudra au départ 120 à 130.000 F. Ensuite il s'épuisera à rembourser sans avoir les moyens de moderniser en même temps l'atelier. Il prendra donc du retard, et devra à nouveau s'épuiser pour le rattraper... »

Déclaration d'un agriculteur (Bernard Thoreau) (le Nouvel Observateur, décembre 1969).

Ceux qui cultivent la terre transforment le milieu naturel pour la production des végétaux et animaux utiles à l'homme. Ils sont, par leur travail, les principaux garants de la consommation de biens alimentaires.

Toutefois, au-delà de cette fonction utile qu'ils ont tous en commun, les agriculteurs constituent un milieu social très disparate qui fait coexister des classes et couches sociales très différentes, parfois même antagonistes : les exploitations agricoles ont non seulement des dimensions extrêmement différentes, mais surtout elles font l'objet de régimes juridiques différents : faire valoir direct, fermage, métayage. Si bien que l'on trouve parmi les agriculteurs-« exploitants », de véritables exploiteurs (capitalistes fonciers ayant des salariés agricoles), de véritables exploités (par les précédents) et des travailleurs indépendants. Il y a donc une différence de nature, et non seulement de degré, entre le petit paysan breton qui pratique l'élevage et la polyculture sur ses quelques hectares et le propriétaire beauceron qui produit et commercialise son blé avec des méthodes industrielles.

La diminution très rapide du nombre d'agriculteurs pose des problèmes politiques et sociaux très délicats que le capitalisme résout mal. La concentration capitaliste joue en agriculture non seulement par la constitution de grandes propriétés foncières, mais aussi par la domination exercée par les industries qui fournissent les agriculteurs (matières premières, engrais, matériel agricole) et celles qui leur achètent leurs produits (conditionnement, distribution de produits agricoles), lesquelles dominent les agriculteurs en leur imposant prix et quantités échangées.

AGRICULTEURS



L'évolution du capitalisme amène les agriculteurs à quitter la terre ou à se soumettre aux intérêts des grandes exploitations, des industries alimentaires ou des fournisseurs.

Aussi, les agriculteurs, qui ne constituent plus un îlot à part dans l'économie, sont appelés à se libérer de cette dépendance étroite et à participer à la construction du socialisme.

D'une manière générale, c'est aux agriculteurs eux-mêmes qu'il appartiendra de chercher les solutions les mieux adaptées à leur situation, tout en restant dans le cadre d'une politique désormais favorable au plus grand nombre. Il est évident que les agriculteurs, une fois libérés de l'emprise capitaliste, ne devront pas tomber sous celle de l'Etat : les transformations fondamentales intervenant dans les autres secteurs de l'économie s'appliqueront à l'agriculture chaque fois que cela sera possible ; ainsi les solutions choisies pour assurer le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise s'appliqueront, d'une façon générale, aux salariés agricoles.

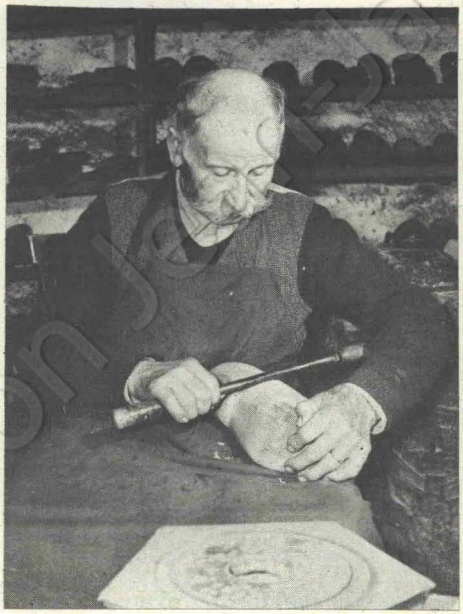
TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Ceux qui vivent de leur seul travail, sans recourir à une main-d'œuvre salariée. « Ni maîtres, ni serviteurs », ils sont donc propriétaires de leurs propres moyens de travail qui ne représentent pas en général une grande fortune puisqu'ils sont mis en œuvre par une personne seule (avec éventuellement une aide familiale) ; ces moyens de production ont d'ailleurs été le plus souvent obtenus grâce aux économies réalisées sur les revenus du travail antérieur. Toutefois, leur production est souvent déterminée moins par des moyens de production matériels (fonds de commerce, outils de l'artisan, cabinet du médecin ou de l'avocat) que par les qualités personnelles du travailleur indépendant (connaissance du métier, diplômes, dons...).

On remarquera que si les travailleurs indépendants échappent au mécanisme dominant de l'exploitation (ni employeurs, ni employés ils ne sont ni exploiteurs, ni exploités), leur indépendance est plus apparente que réelle. Ils sont en réalité très dépendants de la société d'exploitation dans laquelle ils vivent, par les lois et règlements, la morale et les goûts, le progrès technique, le système des prix et les revenus que le capitalisme entraîne : il serait donc plus judicieux de les appeler travailleurs individuels (mais dépendants), menacés de disparition (prolétarisation).

Dans chacune de leur profession, ils peuvent avoir le sentiment d'une solidarité de corporation avec les capitalistes qui en fait les dominent. Mais d'un point de vue objectif, le petit commerçant s'apparente plus à l'artisan ou au médecin de campagne qu'au propriétaire d'une chaîne de distribution.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS



Les travailleurs indépendants ne sont pas victimes de l'exploitation, mais subissent l'évolution du capitalisme qui tend à provoquer leur disparition. Si le socialisme n'a pas pour but prioritaire la protection des travailleurs indépendants, son objectif est encore moins leur disparition immédiate, comme voudrait le faire croire la propagande capitaliste.

Il s'agit de faire disparaître les rapports d'exploitation, et non les entreprises où n'existe pas de travail salarié. Ainsi, les travailleurs indépendants seront protégés contre les monopoles capitalistes, et encouragés à coopérer entre eux et avec les entreprises publiques.

Coll. Fondation Jean Jaurès

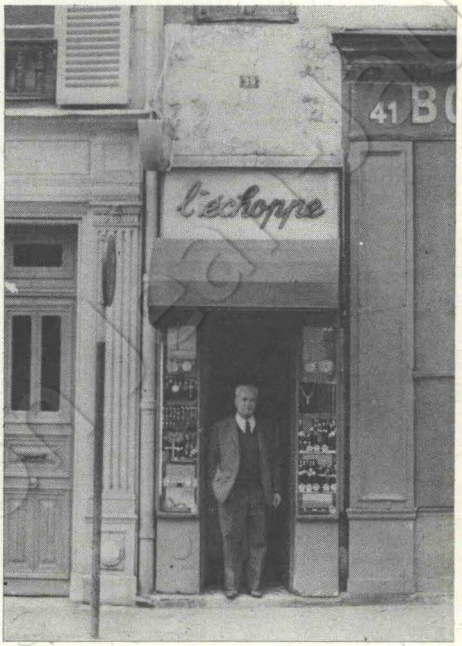
COMMERÇANTS

Les commerçants exercent une fonction d'intermédiaire en achetant aux producteurs leurs biens et services d'une part et d'autre part en revendant aux utilisateurs (ou usagers) ces mêmes biens et services, le bénéfice commercial provenant de la différence entre le prix de vente et le prix d'achat. Ils ont donc pour fonction de faciliter les échanges.

Longtemps domaine privilégié du travail indépendant (ou d'un capitalisme très limité), le secteur commercial connaît depuis peu une mutation brusque sur l'apparition de grandes chaînes de distribution et la course aux grandes surfaces (super-marchés et hyper-marchés) qui sont une nouvelle manifestation de la concentration capitaliste, s'appuyant sur les grandes banques et facilitée par les nouveaux genres de vie (vie en banlieue, automobiles...). Face à l'aggravation de leurs conditions économiques et sociales et face aux risques de faillite, les commerçants indépendants ont des réactions exaspérées (mouvement Poujade, G. Nicoud) qui les poussent parfois vers des « aventures » politiques d'extrême-droite, alors que leurs intérêts bien compris devraient au contraire les rapprocher des travailleurs salariés en lutte contre le capitalisme.

Collection Jean-Jaurès

COMMERÇANTS



Dans les économies capitalistes, l'évolution des structures commerciales s'effectue conformément aux lois du profit : aussi les petits commerçants disparaissent alors que le développement des « grandes surfaces » (super-marché et hyper-marché), effectué de façon souvent anarchique, ne bénéficie qu'accessoirement aux consommateurs.

La modernisation de l'appareil commercial doit être réalisée en fonction des intérêts collectifs. Toutefois, les commerçants qui travaillent de façon artisanale sont appelés à jouer un rôle spécifique dans la satisfaction des besoins de consommation d'une économie développée.

Dès lors, les socialistes souhaitent qu'ils puissent disposer des moyens financiers et sociaux nécessaires à leur fonction et à leur adaptation.

Coll. Fondation Jean Jaurès

SECTEUR PUBLIC

PART DU SECTEUR PUBLIC EN % DU TOTAL NATIONAL

des effectifs employés, du chiffre d'affaires et des investissements

	% des effectifs employés	% du Chiffre d'affaires	% des investissements
France	11,2	10,0	33,5
Italie	11,6	8,1	28,0
Allemagne	8,7	7,2	22,7
Hollande	8,1	8,7	21,0
Belgique	8,0	4,5	13,5
Luxembourg	5,6	3,7	15,0

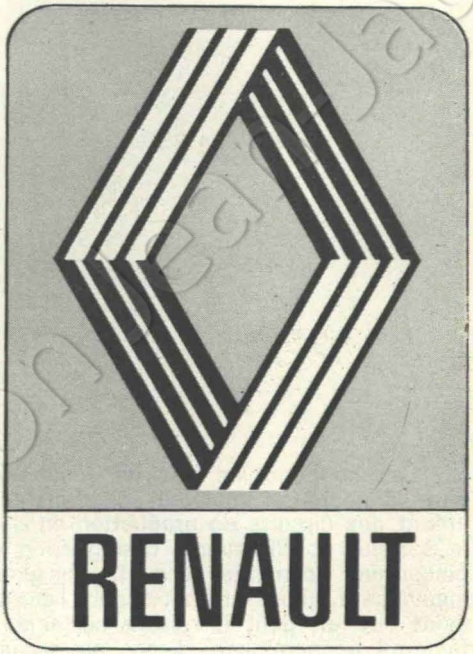
Le secteur public est l'ensemble des activités économiques placées d'une manière exclusive ou majoritaire sous le contrôle de l'Etat ou de collectivités publiques.

Il y a donc plusieurs degrès dans cette intervention de l'Etat : elle peut être une simple participation et l'entreprise considérée fonctionne alors comme une entreprise privée, bien que l'Etat ait toujours, en fait, la prééminence dans le Conseil d'Administration (les Sociétés ELF-ERAP en France).

Mais l'intervention de l'Etat peut aussi prendre l'allure des entreprises nationales astreintes à des obligations de service public. Dans ce cas, l'Etat prend la totalité du contrôle de l'entreprise, en dédommageant les actionnaires.

L'efficacité et le caractère démocratique du secteur public dépendent donc en dernière analyse de deux questions : Qui contrôle l'Etat et dans l'intérêt de quelle classe sociale ?

SECTEUR PUBLIC



Le socialisme implique une stratégie de rupture entraînant une transformation profonde des rapports de production ; sa construction par étapes implique l'extension et la diversification du secteur public.

En effet, il s'agit à la fois de multiplier les services collectifs et d'élargir le champ de la propriété sociale.

Par ses fonctions, le secteur public doit rester soumis à l'intérêt général, mais son extension doit aller de pair avec une décentralisation et une démocratisation interne de son fonctionnement.

Coll. Fondation Jean Jaurès

COOPERATIVES

Les coopératives ont un fondement idéologique anti-capitaliste : leurs fondateurs voulaient combattre les méfaits du capitalisme en créant des circuits de production en dehors de lui, en essayant d'abolir le salariat et d'instaurer une gestion démocratique. Ils voulaient remplacer une économie de profit par une économie de service. Aussi le mouvement coopératif a-t-il suivi de près les fluctuations du mouvement ouvrier, dont il reflète certaines préoccupations, sensible à des facteurs économiques et sociaux autant que politiques.

Une coopérative est formée par un groupe de personnes réunies afin d'accomplir, en commun, des tâches économiques, sociales ou éducatives, d'assurer le meilleur service au plus bas prix. La décision comme la rémunération sont indépendantes de l'apport de capital de chacun. La rémunération du capital est, d'ailleurs, limitée par la loi.

Des coopératives ont parfois perdu leur caractère original en étant obligées de se comporter comme des entreprises capitalistes. Leur caractère égalitaire a été atteint par l'introduction d'une discrimination entre associés et non-associés et l'existence d'un salariat. C'est le cas, par exemple d'organismes de crédit populaire et de certaines coopératives agricoles ou de consommation. Il en est ainsi chaque fois que les coopératives ont dû lutter de front contre les entreprises capitalistes. Aussi la véritable coopération se développe surtout en économie capitaliste dans certains secteurs d'activité exigeant peu de capital. Malgré ces risques, les coopératives apportent en général des avantages certains à leurs membres.

COOPÉRATIVES

« Les travailleurs eux-mêmes doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail, sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits au prix de revient, afin qu'il y ait réciprocité de services entre les travailleurs des différentes spécialités. C'est cette idée qui a prévalu dans les différents congrès de l'Association Internationale des Travailleurs. Une telle organisation ne peut s'improviser de tous points. Il ne suffit pas pour cela de quelques hommes intelligents, dévoués, énergiques. Il faut surtout que les travailleurs, appelés ainsi à travailler ensemble librement et sur le pied d'égalité, soient déjà préparés à la vie sociale. »

Eugène VARLIN : « La Marseillaise », janvier-mars 1870 (in La Coopération Ouvrière de Production d'Antoine Antoni).

L'esprit égalitaire et social qui a servi de fondement à la formation des vraies coopératives va dans le même sens que la volonté d'autogestion ; la réalisation de l'autogestion suppose toutefois un type de propriété plus avancée : la propriété collective.

Les socialistes, tout en reconnaissant les limites des principes coopérants, soutiennent l'existence des coopératives ; un régime socialiste encouragera leur formation dans certains secteurs au détriment des entreprises capitalistes, tout en veillant à leur authenticité et à la cohérence de leurs objectifs face à la réalisation d'un nouveau type de développement.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CONSOMMATEURS

Un ouvrier qui peint son appartement est un consommateur, en effet cela ne profitera qu'à lui-même.

Le même ouvrier qui, à l'usine, peint une carrosserie de voiture est un producteur, car s'il utilise de la peinture, c'est dans le cadre de la production d'un bien destiné à être vendu.

C'est la personne qui consomme ou utilise, pour la satisfaction de ses besoins, soit des biens durables (voitures, appareils de télévision...) ou non durables (aliments, fuel domestique...) soit des services (coiffeur, plombier...).

On emploie le terme d' « usager » lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'un service public (métro) ou d'un bien public (routes).

Ce terme est sans doute plus parlant que celui de consommateur, mais il s'agit bien d'une consommation puisqu'il y a utilisation, dans l'un et dans l'autre cas, d'un bien ou d'un service.

Il faut remarquer qu'on parle de consommateur quand il s'agit de consommation finale (c'est-à-dire celle qui procure une satisfaction immédiate) et de producteur quand il s'agit de consommation intermédiaire (c'est-à-dire celle qui permet, en entrant dans le processus de production, de créer d'autres biens ou services).

Il apparaît que la notion de consommateur est liée à celle de dépense, puisque la plupart des consommations sont directement ou indirectement onéreuses (soit payées au vendeur lui-même, soit par l'intermédiaire des impôts). En conséquence, le consommateur est surtout un acheteur et le système capitaliste le considère uniquement comme tel. Loin d'être un privilégié, il est victime : loyers chers, multiplicité des intermédiaires qui augmentent les prix, publicité envahissante et fallacieuse, etc...

On donne le nom de Ménages à l'unité de décision en matière de consommation, ce qui correspond généralement à une famille.

CONSOMMATEURS



Dans la logique du capitalisme, les nouveaux besoins sont définis par les groupes sociaux les plus favorisés (il suffit de regarder la publicité des grands hebdomadaires nationaux pour s'en convaincre !).

En fait, seuls ces privilégiés sont solvables, c'est-à-dire qu'ils disposent seuls des revenus nécessaires pour satisfaire ces consommations, souvent futiles par rapport à l'ensemble des besoins sociaux ; par là-même, des besoins secondaires sont artificiellement créés par le biais d'une publicité excessive auprès de ceux qui ne disposent pas des moyens nécessaires.

Le socialisme détruira la logique de gaspillage et d'aliénation qui est le propre du capitalisme, en facilitant la prise de conscience des besoins profonds, en favorisant le développement des consommations collectives, enfin, grâce à l'élaboration d'un plan démocratique défini en fonction des besoins de l'ensemble de la collectivité.

EPARGNANTS

D'une façon générale, tous ceux qui font des économies sont des épargnants.

On appelle épargnant celui qui, bénéficiant d'un revenu, ne le consomme pas entièrement dans une période donnée. L'épargnant se distingue donc par sa capacité à dégager une certaine partie de ses ressources afin de les mettre en réserve. En ce sens, toutes les catégories de producteurs peuvent épargner : ménages, entreprises, administrations.

En général, les ménages n'affectent pas la totalité de leurs revenus aux dépenses de consommation courante : ils « mettent de l'argent de côté ». En faisant cela, ce sont déjà des épargnants, mais il existe pour eux d'autres raisons d'épargner, en particulier afin de se prémunir d'un événement inattendu et financièrement coûteux (maladie, accident de voiture, etc...).

Les entreprises sont aussi des épargnants puisqu'elles peuvent ne pas distribuer tous leurs revenus. En effet, une fois l'impôt payé et les dividendes versés, il reste souvent des disponibilités. Cela constitue l'épargne des sociétés et sert en partie à financer leurs investissements.

Les administrations, une fois leurs dépenses courantes réglées, n'ont pas toujours épuisé la totalité de leurs crédits de fonctionnement : il leur reste donc une sorte de « supplément » qui leur permet, entre autres choses, de réaliser une partie de leurs investissements.

Toutefois, l'épargne des ménages est tellement importante et l'on peut dire régulière (en ce sens que presque tous les ménages épargnent plus ou moins) que le terme épargnant qualifie la plupart du temps le particulier qui épargne. Ainsi le jeune couple qui a recours à « L'Epargne Logement » pour financer la construction d'un appartement est bien entendu un épargnant. On distingue trois principales manières de placer son épargne :

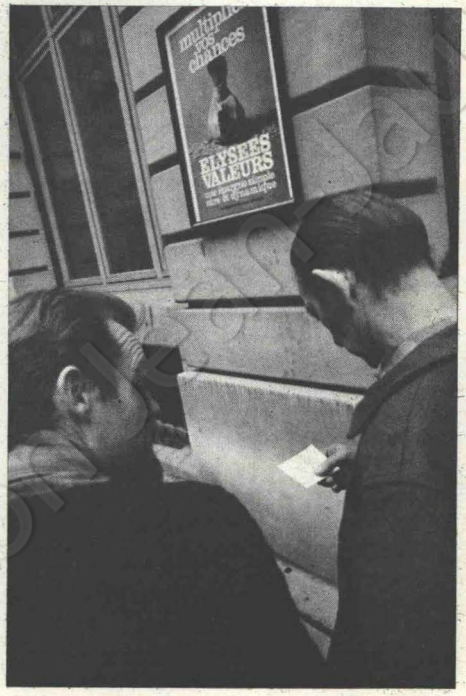
1) La thésaurisation, c'est-à-dire le fait de conserver en argent liquide, à son entière disposition, une certaine quantité de monnaie ou bien de l'or.

2) Le prêt direct ; lorsque par exemple on achète une obligation émise par une société, on prête de l'argent à cette société (en contrepartie on perçoit annuellement un intérêt) ou encore lorsqu'on souscrit à un emprunt émis par une collectivité quelconque (Ville de Paris, EDF, etc.)

3) Le prêt indirect ; lorsque l'on confie ses économies à un organisme spécialisé dans la collecte de l'épargne (Banque, Caisse d'Epargne...)

Les épargnants prêtent donc leur argent et ils aident le financement de l'économie nationale. Il faut toutefois se garder de confondre tous les épargnants : la majorité des travailleurs le sont par nécessité (on fait des économies parce que l'on prévoit une grosse dépense) et la minorité de capitalistes le font strictement par intérêt, ceux-là, sans grands efforts, simplement parce que leurs revenus sont très supérieurs à leurs besoins obtiennent, en plaçant ce « surcroît » de ressources, des gains substantiels : rappelons qu'un capital placé à 8 % double en 9 ans !

ÉPARGNANTS



Si le rôle économique de l'épargne est essentiel, cette épargne ne doit pas devenir le fondement d'un pouvoir économique, comme c'est le cas dans un régime capitaliste.

La construction du socialisme rendra nécessaire le développement de l'épargne des collectivités publiques, mais le financement des investissements nécessitera aussi le développement de l'épargne individuelle. La bonne orientation de l'épargne sera assurée par l'harmonisation des réseaux de collecte et l'unification des conditions faites aux épargnants par le système bancaire devenu public : celui-ci participera de façon rationnelle au financement de l'économie, conformément aux orientations du plan.

Coll. Fondation Jean Jaurès

PUBLICATIONS DU PARTI SOCIALISTE

DEFENDEZ VOS LIBERTES

Elles sont de plus en plus menacées. Cette brochure vous donne les précisions qui vous sont indispensables pour participer pleinement à la campagne pour les libertés.

(Prix de vente 1 F)

EGALITE DEVANT L'IMPOT

Pourquoi nous combattons la fiscalité actuelle. Comment nous voulons la transformer.

Cette brochure est faite pour aider les militants dans cette tâche.

(Prix de vente 0,50 F)

LES SYNDICATS ET LE SOCIALISME

Parce que syndicalisme et partis socialistes sont la manifestation d'une même volonté d'émancipation.

Parce que pour les militants socialistes engagés dans ces luttes, le problème du rôle politique du syndicalisme et les rapports entre syndicats et partis sont un problème quotidien.

(Prix de vente 1 F)

Coll. Fondation Jean Jaurès

MITTERRAND REPOND

Le premier secrétaire du Parti Socialiste répond aux questions que vous vous posez sur le programme socialiste et l'Union de la gauche.

(Prix de vente 1 F)

LES SOCIALISTES DANS L'ENTREPRISE

La bataille pour le socialisme se mène en permanence dans les usines, les bureaux, les universités et souvent dans la rue.

L'implantation du parti dans les entreprises doit devenir l'affaire de tous les militants.

(Epuisé)

A paraître :

BIBLIOGRAPHIE SOCIALISTE

En préparation :

LES AGRICULTEURS

LES CADRES

BULLETIN DE COMMANDE

(voir au verso)

à retourner au Parti Socialiste

SECRETARIAT A LA FORMATION

12, Cité Malesherbes, Paris 9e

NOM (caractère d'imprimerie) .. ..

Adresse pour l'expédition des brochures .. ..

.. ..

Ci-joint C.C.P. ou C.B. de F .. ..

Coll. Fondation Jean Jaurès

INDEX

(En gras : mots définis dans ce fascicule)

	Pages
A	
Accumulation	14, 31
Agriculteur (exploitant agricole)	**47, 26,** 40
Aliénation	**25,** 8, 26, 28, 41, 43
Appropriation privée	30
— collective	31, 35, 53
Autogestion	21, 37, 55
B	
Banques	39
Besoins	10, 13, 57
Bourgeoisie	33, 16, 26
C	
Capital	**31,** 24, 27, 34, 50
— fixe	30
— circulant	30
Capitalisme	**33,** 9, 23, 29, 30, 49, 57
Capitalistes	**35,** 30, 36, 44, 48
Caste	26
Classes (sociales)	**27,** 16, 24, 32, 42, 52
lutte de —	8, 26, 27, 44
Collectivisation	33, 39
Commerçant	**51,** 26, 40, 48
Communisme	8
Consommateur	**57,** 15
Consommation	6, 58, 57
Coopératives	**55**
Couches sociales	26

BULLETIN DE COMMANDE

(voir au verso)

	Nombre d'exemplaires	Prix total
Vocabulaire socialiste d'économie	.....	.....
Défendez vos libertés	.....	.....
Egalité devant l'impôt	.....	.....
Les syndicats et le socialisme	.....	.....
Mitterrand répond	.....	.....
Total	ex.	Frs

Coll. Fondation Jean-Jaurès

D

Division du travail .. 21, 16
Domination .. 29

E

Entrepreneur .. 37
Entreprise .. 31, 32, 36, 52, 54
Epargnant .. 59
Etat .. 8, 23, 32, 52
Exploitation .. 23, 8, 24, 26, 29, 33, 41, 45

F

Forces productives .. 17, 19, 20, 23

I

Investissements .. 16, 22, 33, 52, 58

M

Minimum de subsistance .. 11
Monnaie .. 38, 58
Monopoles .. 49

N

Nationalisations .. 8

P

Plan (planification) .. 8, 21, 31, 35, 37, 57
Plus-value .. 12, 42
Production .. 14, 26
  mode de — .. 18
  rapports de — .. 18
  moyens de — .. 15, 30, 32, 34, 36, 48
Productivité .. 16, 20
Profit .. 22, 30, 34, 36, 51
Prolétariat .. 43, 26
Propriété .. 31, 35, 36, 48
  — collective .. 53, 55

R

Rapports sociaux .. 19, 16, 26
Reproduction élargie .. 15, 12
  — simple .. 10
Révolution .. 20, 23, 43
Revenu .. 22, 48, 58

S

Salarié (salariat) .. 7, 22, 40, 42, 44, 50
Secteur public .. 53
Socialisme .. 9, 15, 23, 41, 45, 57, 59
Superstructure .. 18
Surplus .. 12, 14, 34
  affectation du — .. 15, 22, 34
Surtravail .. 13
Syndicats .. 45, 43

T

Travail .. 7, 10, 12, 20, 22
  force de — .. 6, 10, 34, 40, 42
  — matérialisé .. 30
  — social .. 16
Travailleurs .. 41, 17, 20, 22, 32, 37, 45, 55
Travailleurs indépendants (artisan) .. 49, 26, 40, 46, 50

SOMMAIRE

	pages
PRESENTATION ET AVERTISSEMENT	4
Travail	7
Socialisme	9
Minimum de subsistance	11
Surtravail	13
Reproduction élargie	15
Forces productives	17
Rapports sociaux	19
Division du travail	21
Exploitation	23
Aliénation	25
Classes sociales	27
Domination	29
Capital	31
Capitalisme	33
Capitalistes	35
Entrepreneurs	37
Banques	39
Travailleurs	41
Prolétariat	43
Syndicat	45
Agriculteurs	47
Travailleurs indépendants	49
Commerçants	51
Secteur public	53
Coopératives	55
Consommateurs	57
Epargnants	59
PUBLICATIONS DU PARTI SOCIALISTE	60
BULLETIN DE COMMANDE	61
INDEX	62

Cette brochure est un supplément au n° 1 du Poing et la Rose

PRIX : 2 F.

BULLETIN DE COMMANDE p. 61

Le Directeur de la publication : Pierre Maurois. I.M.B., 15, rue du Louvre, Paris-1er
Dépôt légal 1° trimestre 1973 — N° 52

Coll. Fondation Jean Jaurès